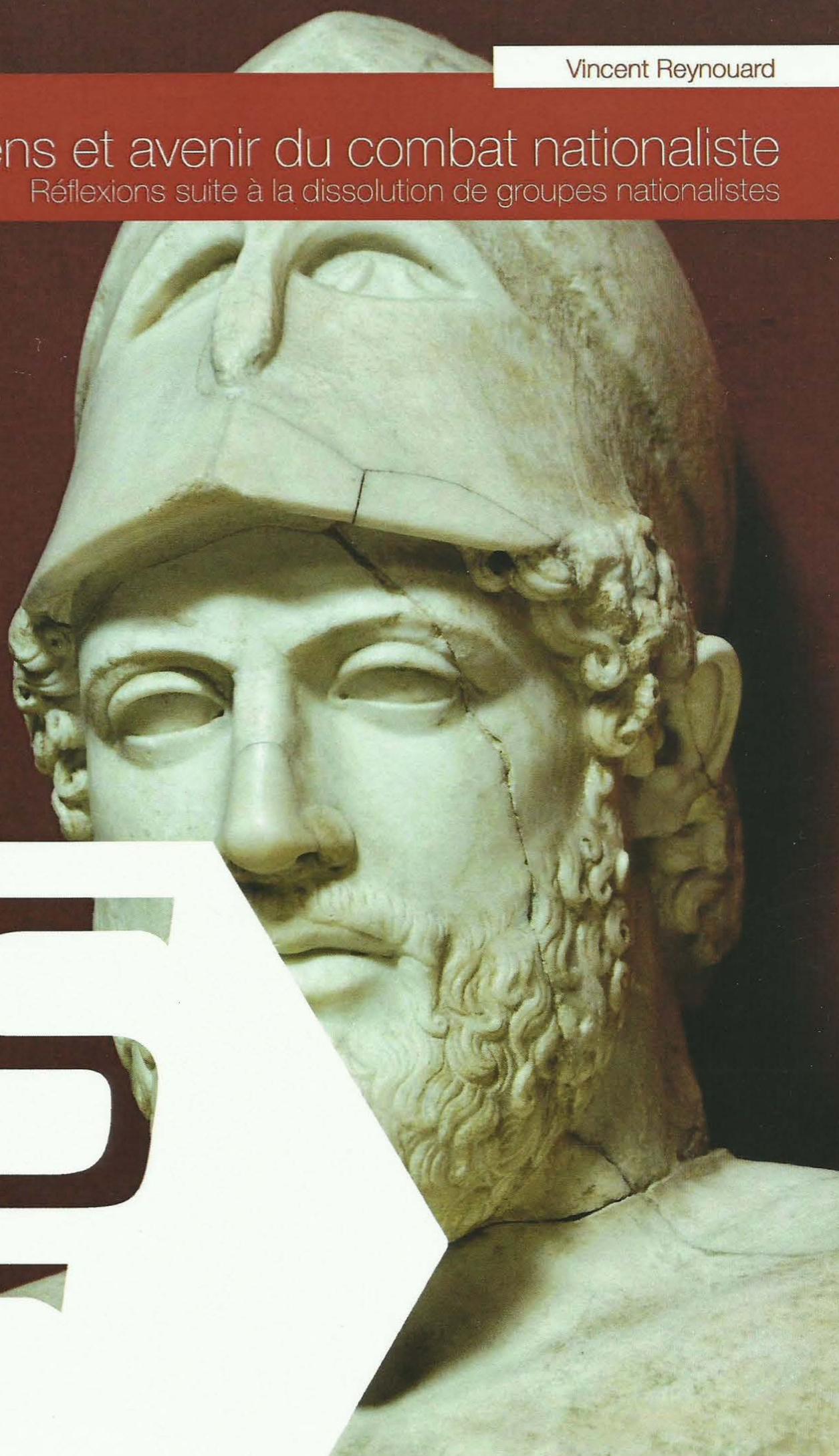


Vincent Reynouard

Sens et avenir du combat nationaliste

Réflexions suite à la dissolution de groupes nationalistes



Réflexions suite à la dissolution de groupes nationalistes

Sens et avenir du combat nationaliste

Réflexions suite à la dissolution de groupes nationalistes

Comment doit s'organiser le combat nationaliste ?

Suite à la mort du militant gauchiste Clément Méric lors d'une bagarre de rue, le Gouvernement a réagi vigoureusement en entreprenant des démarches pour interdire deux groupements nationalistes : les Jeunesses nationalistes et l'Œuvre française.

Vincent Reynouard nous livre ses réflexions sur ces événements.

AGRESSION DE CLÉMENT MÉRIC

BFMTV > Politique > Partis Politiques > Extrême droite

Les Jeunesses nationalistes et l'Œuvre française frappées de dissolution

Les Jeunesses nationalistes et l'Œuvre française ont reçu mardi une notification du ministère de l'Intérieur visant à les dissoudre. Ils ont dix jours pour se défendre.

Dans une de mes dernières vidéos, je critiquais l'Alliance générale contre le Racisme et pour le Respect de l'Identité française et chrétienne qui s'appuyait sur l'article 212-1 du *Code de la sécurité civile* pour demander l'interdiction des « Femen » (ill. 1 et 2). Je lui reprochais d'avaliser les méthodes de nos adversaires et rappelais que l'article 212-1 pouvait être utilisé contre nos milieux. L'avenir immédiat m'a donné raison : suite à la mort de Clément Méric au cours d'une bagarre, le gouvernement a enclenché une procédure de dissolution des Jeunesses nationalistes d'Alexandre Gabriac et de l'Œuvre française désormais présidée par le courageux Yvan Benedetti.

Sans surprise, le Gouvernement s'appuie pour cela sur l'article 212-1 du *Code de la sécurité publique*, qui prévoit la dissolution de :

toutes les associations ou groupements de fait :

5° [...] qui ont pour but soit de rassembler des individus ayant fait l'objet de condamnation du chef de collaboration avec l'ennemi, soit d'exalter cette collaboration ;
6° [...] qui, soit provoquent à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propagent des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence ; [voir ill. 3]

Illustration 1 : les « Femen » en pleine action

Illustration 2 : l'AgriF demande l'interdiction des « Femen » en se fondant sur l'article L212-1

Illustration 3 : l'article L212-1 est utilisé contre les nationalistes



2 Appel de l'AGRIF

Considérant que le groupement de section d'assaut du lobby LGBT-OGM des « femhaines » ne cesse de se livrer à de violentes provocations antichrétiennes.

Observant qu'en Ukraine ces femhaines se sont très exactement comportées comme les talibans en Afghanistan, en démolissant des œuvres d'art religieux.

Rappelant l'évidence que nul ne saurait contester que si elles s'avisait de faire de même irruption dans la grande mosquée de Paris ou dans la grande synagogue, elles seraient immédiatement mises hors d'état de nuire, incarcérées, jugées en flagrant délit et leur organisation dissoute.

N'acceptant pas que les chrétiens soient donc traités comme des citoyens de catégorie inférieure, comme véritables parias devant supporter indéfiniment non seulement les injures et la dérision mais désormais les voies de fait et les agressions délibérés.

Dénonce le climat de racisme qui se développe contre eux, rappelant les périodes annonciatrices des persécutions et exterminations perpétrées par le jacobinisme, le nazisme et le communisme, selon les cas contre les chrétiens ou contre les juifs.

Considérant que le groupe relève de l'article L212-1 du code de la sécurité intérieure stipulant que : « **Sont dissous, par décret en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait qui, soit provoquent à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propagent des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence.** »

Réclame du gouvernement la dissolution du groupe raciste des femhaines.

3 PV, projet de dissolution des "Jeunesses nationalistes"

Paris, le 24 JUIN 2013

Monsieur,

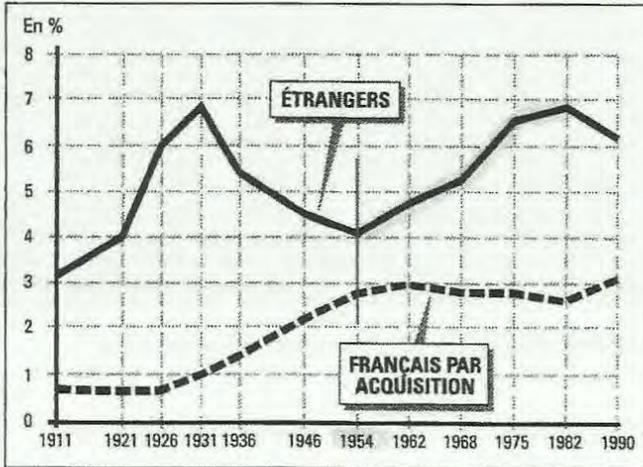
Je vous informe que le Gouvernement a l'intention d'engager la dissolution de l'association « Jeunesses Nationalistes » dont vous êtes le président. Cette dissolution pourrait être engagée sur le fondement des 5° et 6° de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure.

Ces dispositions prévoient que « *sont dissous, par décret en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait [...] :*

5° [...] qui ont pour but soit de rassembler des individus ayant fait l'objet de condamnation du chef de collaboration avec l'ennemi, soit d'exalter cette collaboration ;

6° [...] qui soit provoquent à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propagent des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence ».

L'évolution de la population étrangère en France au XX^e siècle

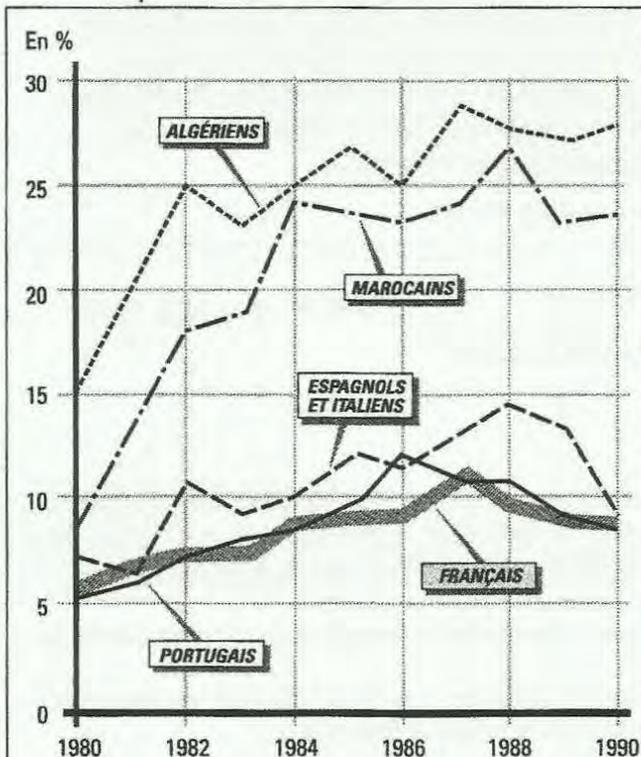


Source : Philippe Bernard, *L'immigration* (1993), p. 49

Illustration 4 : la politique d'immigration de la France

Illustration 5 : la crise touche davantage les populations immigrées d'Afrique du Nord

Le taux de chômage selon la nationalité de 1980 à 1990



N'ont été retenues que les nationalités les plus nombreuses, avec un regroupement des Espagnols et des Italiens dont les taux de chômage restent très proches tout au long de la période.

Source : enquêtes Emploi

On notera que cet article aurait pu être utilisé bien plus tôt et bien plus largement. Là aussi, la République a tout verrouillé — au nom de la liberté et de la démocratie bien entendu. C'est l'argument qui excuse tout : au nom de la liberté et de la démocratie, on peut censurer les livres, dissoudre des partis, jeter en prison, agresser des pays, raser des villes avec des bombes au phosphore ou des bombes atomiques, violer la justice en organisant des simulacres de procès...

Cependant, allons plus loin. Car cette nouvelle vague de répression doit nous pousser à nous interroger sur nos méthodes de lutte politique. Pour cela, revenons un peu en arrière.

Au seuil des années 60, la France adopta une politique d'immigration, puis de regroupement familial (ill. 4). Il s'agissait avant tout de se procurer une main-d'œuvre à moindre coût. A partir des années 1980, la crise toucha en premier lieu ces populations immigrées venues du nord de l'Afrique (ill. 5). Parallèlement, la baisse du taux de demandes d'asile acceptées (ill. 6) entraîna l'augmentation de l'immigration clandestine incontrôlée. Ainsi naquirent les différents problèmes liés à l'immigration et, de façon concomitante, l'irruption du Front national de Jean-Marie Le Pen (ill. 7).

Personnellement, je vois dans Jean-Marie Le Pen un homme providentiel. Tribun hors pair, redoutable débateur, son talent et son courage politique lui permirent de réaliser une mission impossible : rassembler la droite de la droite sous un seul éten-

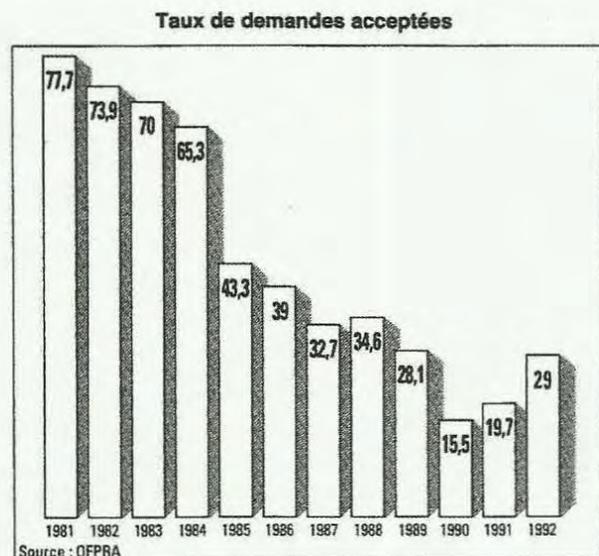


Illustration 6 (↑) : baisse du taux de demandes d'asile acceptées. Elle eut comme première conséquence l'augmentation de l'immigration clandestine

Illustration 7 (→) : 1984, Jean-Marie Le Pen publie *Les Français d'abord*

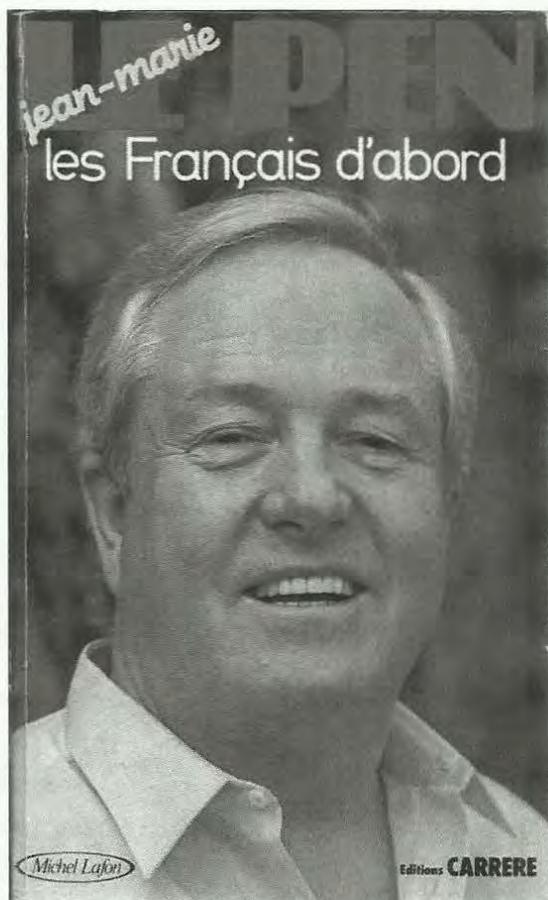


Illustration 8 (→) : une livraison de *National-Hebdo*, l'organe du Front national, en juillet 1991. « Le Pen pense tout haut ce que les Français pensent tout bas » avait-on coutume de dire. Il est vrai que *National-Hebdo* n'hésitait pas à aborder des sujets passés sous silence par les grands médias

dard, des « cathos tradis » aux néonazis païens en passant par des royalistes. Lui seul pouvait le faire. Son principal organe de presse, *National-Hebdo*, abordait de front des problèmes alors passés sous silence par les grands médias (ill. 8)...

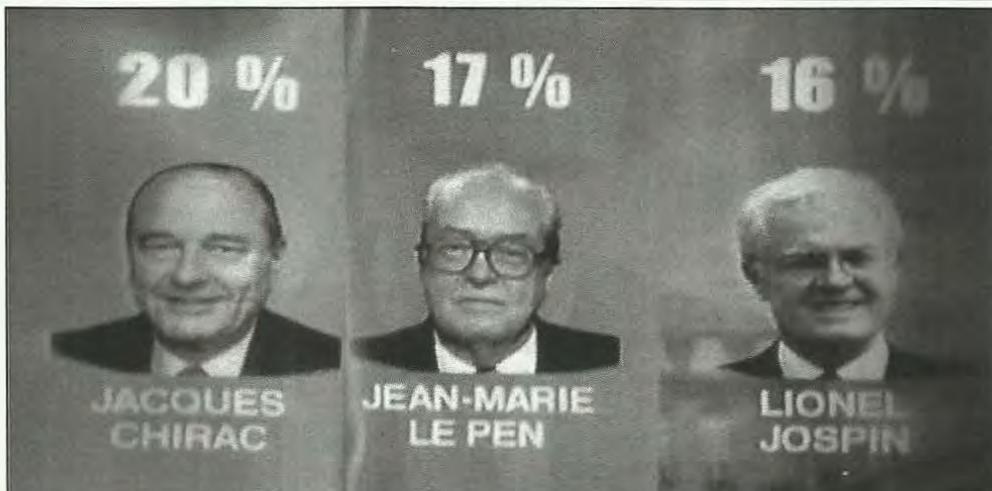




Illustration 9 (←) : avril 1992, après la « percée des régionales », le Front national vise bien plus haut

Illustration 10 (↙) : avril 1991, Bruno Mégret prédit l'arrivée au pouvoir du FN avant l'an 2000

Illustration 11 (↓) : 21 avril 2002, le peuple français s'est enfin réveillé (du moins le croit-on au FN)



Les progrès réguliers de son parti pouvaient faire croire en un réveil du peuple français (ill. 9). En avril 1991, Bruno Mégret assura qu'avant l'an 2000, le FN serait au pouvoir...(ill. 10) Bien que cette prévision ne se soit

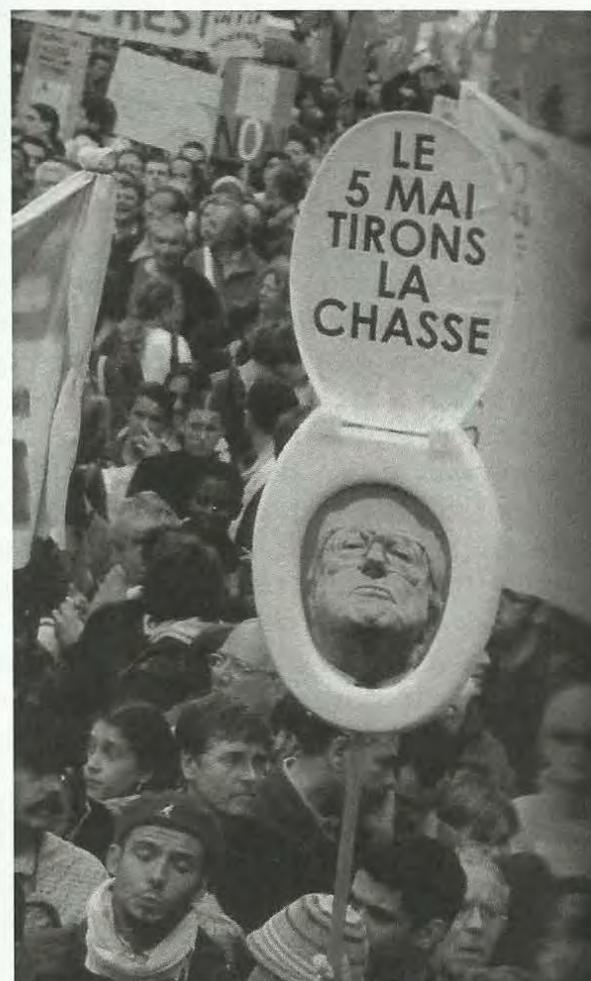
pas réalisée, le 21 avril 2002 fut une consécration. « Jean-Marie » était au deuxième tour de l'élection présidentielle. Cette fois, le réveil avait sonné !

Les manifestations monstres organisées entre 22 avril et le 4 mai tem-



Les gigantesques manifestations organisées entre le 22 avril et le 4 mai 2002. Non, le peuple français n'était pas réveillé

pérèrent toutefois les espoirs. Au sein de la droite nationale, beaucoup minimisaient leur importance en parlant de jeunes manipulés par l'extrême gauche et trop heureux de ne pas aller en cours. Or, il va de soi qu'on ne manipule pas autant de gens en si peu de temps. Ces manifestations étaient la preuve qu'une grande partie de l'électorat rejetait catégoriquement Jean-Marie Le Pen.





La sempiternelle invocation des « leçons de l'Histoire » et des « six millions » contre la droite nationale

Et pour justifier leur démarche, ils invoquaient les « heures les plus sombres de notre Histoire », c'est-à-dire un passé dont ils craignaient le retour, parce que l'extrême droite, on sait où ça a mené. D'ailleurs, un sondage réalisé le 21 avril 2002 au soir annonçait qu'au deuxième tour, Jacques Chirac l'emporterait avec 80 % (ill. 12). Preuve que le rejet était total, épidermique. Les résultats du 5 mai 2002 le confirmèrent avec éclat.

Ce soir-là, grâce à cette expérience « grandeur nature », je compris que les Français ne voulaient rien enten-

dre, rien comprendre. Même s'ils connaissaient les méfaits évidents d'une immigration incontrôlée, même s'ils se plaignaient du laxisme ambiant, ils refusaient viscéralement toute société d'ordre, préférant un escroc à un facho...

Second tour : Chirac gagnant à 80 %

► Question : De ces deux candidats, quel serait celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au second tour ?

¹ Le Figaro,
22 avril 2002, p. 3

	Certains d'aller voter Exprimés (%)
■ Jacques CHIRAC	80
■ Jean-Marie LE PEN	20

Illustration 12 : preuve du rejet épidermique de la droite nationale, dès le 21 avril 2002 au soir, Jacques Chirac était donné gagnant avec 80 % des suffrages

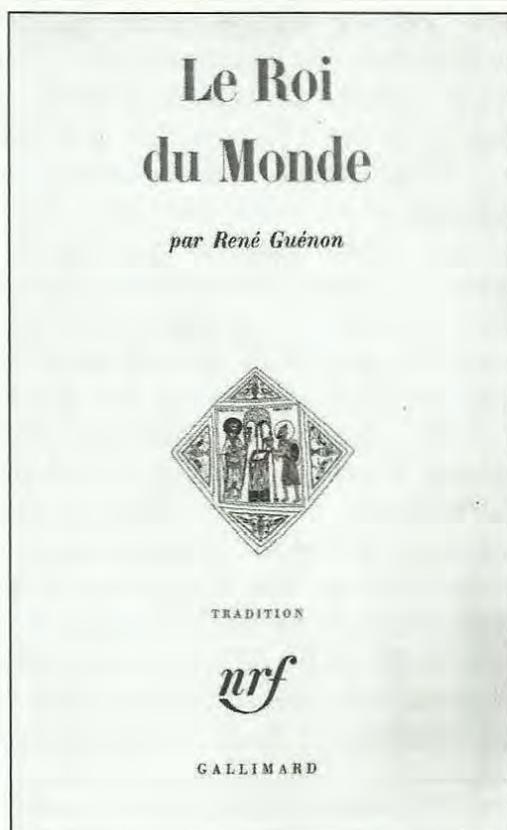
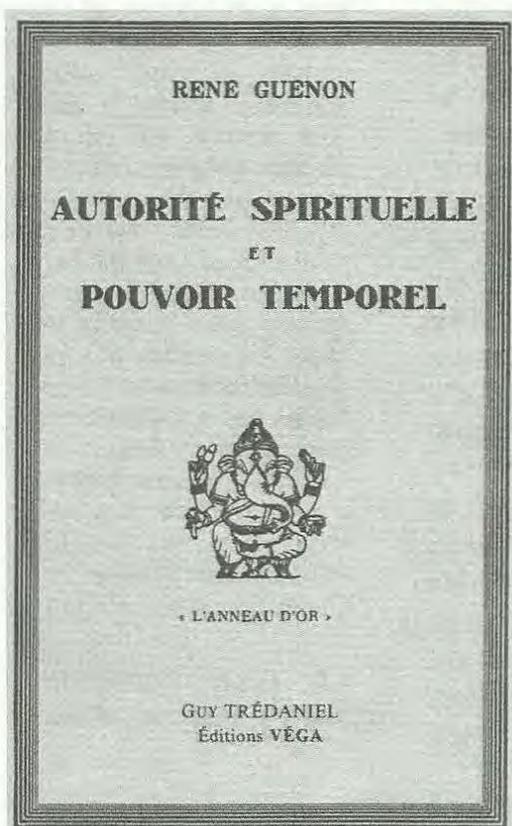
Dès lors que faire aujourd'hui ? Créer une nouvelle structure politique ? Inutile, car là où Jean-Marie Le Pen a échoué, personne ne pourra y arriver tant que la situation ne changera pas. Cette structure sera dissoute un jour ou l'autre à l'aide du même article, dans l'indifférence générale ou, pis, au son des applaudissements.

Faut-il constituer des commandos d'autodéfense ? Impossible, ils seront découverts et détruits...

Mais il y a une raison encore plus profonde à ce refus de se battre sur le terrain physique : notre cible ne doit être ni la « judéo-maçonnerie », ni le gauchisme pro-immigration, ni le féminisme, ni les lobbys gay et lesbien, que sais-je encore... Ce ne sont que les symptômes visibles et extérieurs du subjectivisme et de l'hédonisme qui corrompent les foules. C'est la foule qui secrète tout cela, ou plus exactement la logique des idées mauvaises

auxquelles la foule adhère lorsque les gardiens de la Tradition (autrement dit, des Vérités éternelles) sont mis dans l'impossibilité de guider la société et de l'accompagner dans la résolution des nouveaux défis sociaux. Ce fait intervient lorsque le pouvoir temporel (c'est-à-dire le gouvernement politique) supprime l'autorité spirituelle. En France, les premiers pas dans cette voie furent accomplis par le roi Philippe Le Bel, c'est-à-dire au début du XIV^{ème} siècle. René Guénon l'explique dans son livre *Autorité spirituelle et pouvoir temporel* et plus précisément au chapitre 7 : « Les usurpations de la royauté et leurs conséquences » (pp. 79 et ss).. Il fallut toutefois attendre plus de trois siècles, avec Louis XIV, pour que la supplantation soit complète. Sur ce point, je renvoie les lecteurs intéressés, à un autre ouvrage de René Guénon, *Le Roi du Monde*, et plus particulièrement le chapitre consacré au

Deux ouvrages de René Guénon qui permettent de comprendre l'origine directe de la décadence idéologique de l'Europe



LE CENTRE SUPRÊME ET LE KALI-YUGA 71

quèrent une nouvelle phase critique, et enfin, d'après ce que semble indiquer Saint-Yves, la rupture complète aurait coïncidé avec les traités de Westphalie qui, en 1648, terminèrent la guerre de Trente Ans. Or il est remarquable que plusieurs auteurs aient affirmé précisément que, peu après la guerre de Trente Ans, les vrais Rose-Croix ont quitté l'Europe pour se retirer en Asie; et nous rappellerons, à ce propos, que les Adeptes rosicruciens étaient au

Illustration 13 (←) : les derniers gardiens de la Tradition quittent l'Europe au milieu du XVII^e siècle

Illustration 14 (↘) : P. Hazard résume en quelques lignes la brusque mutation des idées en Europe vers 1700

Paul Hazard, *La crise de la conscience européenne* (1680-1715) p. I

PRÉFACE

Quel contraste ! quel brusque passage ! La hiérarchie, la discipline, l'ordre que l'autorité se charge d'assurer, les dogmes qui règlent fermement la vie : voilà ce qu'aimaient les hommes du dix-septième siècle. Les contraintes, l'autorité, les dogmes, voilà ce que détestent les hommes du dix-huitième siècle, leurs successeurs immédiats. Les premiers sont chrétiens, et les autres antichrétiens ; les premiers croient au droit divin, et les autres au droit naturel ; les premiers vivent à l'aise dans une société qui se divise en classes inégales, les seconds ne rêvent qu'égalité. Certes, les fils chicanent volontiers les pères, s'imaginant qu'ils vont refaire un monde qui n'attendait qu'eux pour devenir meilleur : mais les remous qui agitent les générations successives ne suffisent pas à expliquer un changement si rapide et si décisif. La majorité des Français pensait comme Bossuet ; tout d'un coup, les Français pensent comme Voltaire : c'est une révolution.

« Kali Yuga », ou âge de fer (pp. 67 et ss). Il y est question de gardiens de la Tradition qui, vers le milieu du XVII^e siècle, ont définitivement quitté l'Europe (ill. 13). Oh ! Je sais : on m'accusera de citer un auteur « gnostique » ! Mais c'est peu après cette époque qu'a commencé ce que l'académicien Paul Hazard — sans aucun lien idéologique avec René Guénon — appelle « *la crise de la conscience européenne* », une crise qu'il situe entre 1680 et 1715. L'auteur y voit des « *masses d'idées se désagrèger pour se reformer ensuite suivant d'autres modes et d'autres lois* »*, preuve d'une mutation idéologique brusque et profonde, même si, en apparence, tout restait stable. Trente ans, donc, après le départ des derniers gardiens de la Tradition, commençait la profonde crise de la conscience européenne qui allait tout révolutionner, tout chambouler, tout inverser : cette concordance de dates

confirme les affirmations de René Guénon. Paul Hazard souligne en outre que cette crise atteignit tout le peuple. Il commence son livre ainsi :

Quel contraste ! Quel brusque passage ! La hiérarchie, la discipline, l'ordre que l'autorité se charge d'assurer, les dogmes qui règlent les fondements de la vie : voilà ce qu'aimaient les hommes du dix-septième siècle. Les contraintes, l'autorité, les dogmes, voilà ce que détestent les hommes du dix-huitième siècle, leurs successeurs immédiats. Les premiers sont chrétiens, et les autres antichrétiens ; les premiers croient au droit divin, et les autres au droit naturel ; les premiers vivent à l'aise dans une société qui se divise en classes inégales, les seconds ne rêvent que d'égalité. Certes, les fils chicanent volontiers les pères, s'imaginant qu'ils vont refaire un monde qui n'attendait qu'eux pour devenir meilleur : mais les remous qui agitent les générations successives ne suffisent pas à expliquer un changement si rapide et si décisif. La majorité des Français pensaient comme Bossuet ; tout d'un coup, les Français pensent comme Voltaire : c'est une révolution [*ibid.*, p. 1]. [ill. 14]

Ce texte confirme deux choses : que soudainement,

* Voy. Paul Hazard, *La crise de la conscience européenne, 1680-1715* (éd. Boivin, 1935), p. ix.

entre 1680 et 1715, le peuple de France dans son ensemble se mit à dérailler et à vouloir relever les défis sociaux d'une manière diamétralement opposée à celles qu'avaient adoptées les générations antérieures (ce qui l'amènera plus tard à penser comme Voltaire). Or, dans ces années, la franc-maçonnerie dite moderne n'existait pas encore. Dans son ouvrage *Les forces secrètes de la Révolution. F.M. – Judaïsme*, l'auteur antimaçonnique Léon de Poncins écrit : « Historiquement, on peut affirmer que la franc-maçonnerie existe sous sa forme actuelle depuis 1717 » [1]. Ouvrons maintenant l'opuscule bien plus récent d'un autre auteur antimaçonnique. On lit :

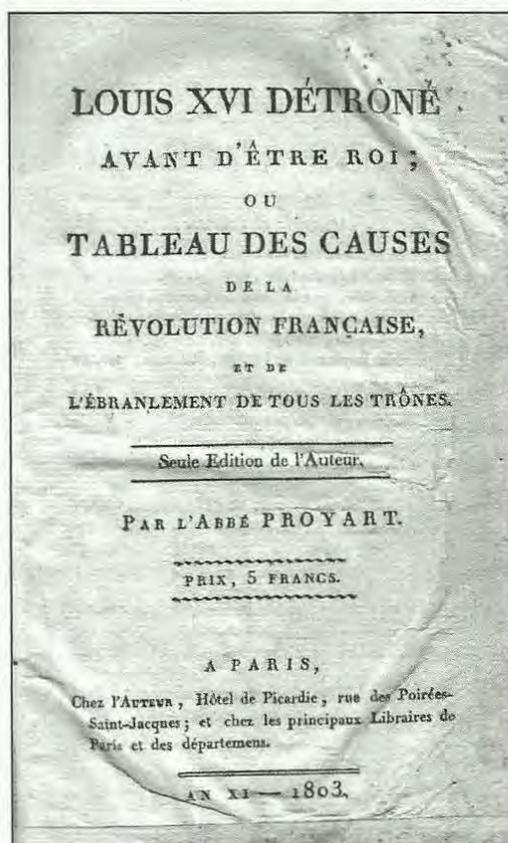
Introduite en France en 1721 [...], la franc-maçonnerie s'y développera très rapidement [...] si bien qu'en 1789 elle ne comptait pas moins de 700 loges en France et dans les colonies sans compter un grand nombre de chapitres et d'aréopages [2].

C'est clair : la franc-maçonnerie moderne n'existait pas en France avant 1721 ; mais une fois le pied posé sur le territoire, elle se développa « très rapidement » avec en moyenne dix loges créées chaque année, sans compter les chapitres et autres aréopages. Et on veut me faire croire que la franc-maçonnerie ne fut pas populaire ? C'est vraiment se moquer du monde : elle correspondait au contraire à la nouvelle façon de penser des masses. J'invite d'ailleurs à lire cet ouvrage de l'abbé Proyart paru en 1803 et intitulé : *Louis XVI détroné avant d'être roi ; ou tableau des causes de la Révolution française et de l'ébranlement de tous les trônes*. Sa lecture démontre qu'avant même l'accession de Louis XVI au trône, le peuple français dans sa majorité était ac-

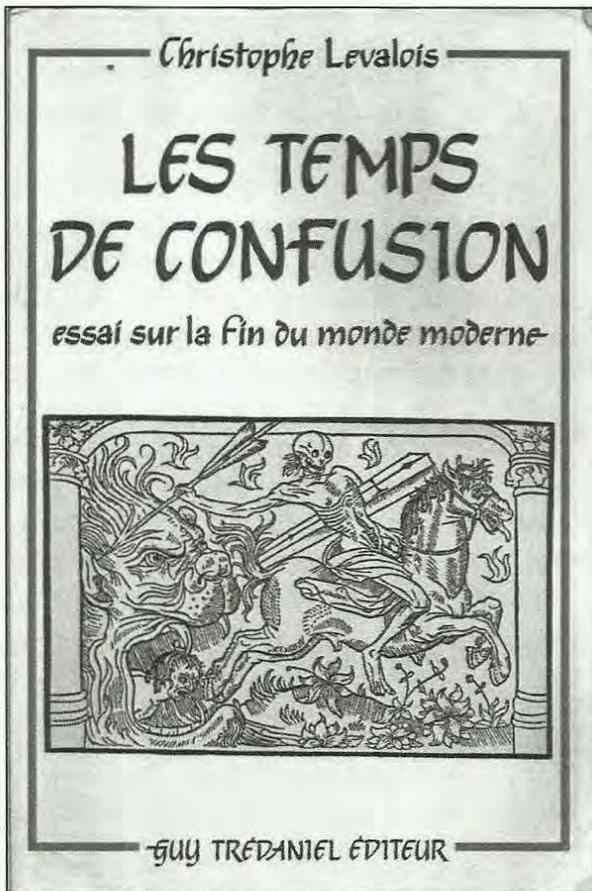
quis aux idéaux révolutionnaires et qu'il n'y eut aucun « complot » : tout était au contraire clairement annoncé.

Pour résumer, je dirai ce qui suit : à partir du moment où les gardiens de la Tradition se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir leur mission, le peuple devient sans gouvernail et se met brusquement à développer de travers les idées qui étaient les siennes. De ce développement erroné vont naître de nouvelles idées au départ assez floues, le peuple étant incapable de les formaliser. C'est alors qu'apparaissent, puis se développent

L'ouvrage de l'abbé Proyart paru en 1803. Sa lecture démontre qu'avant même l'accession de Louis XVI au trône, le peuple français dans sa majorité était acquis aux idéaux révolutionnaires et qu'il n'y eut aucun « complot » : tout était au contraire clairement annoncé



[1] : Voy. Léon de Poncins, *Les forces secrètes de la Révolution. F.M. et judaïsme* (éd. Bossard, 1928), p. 19. [2] : Voy. Arnaud de Lassus, « Connaissance élémentaire de la franc-maçonnerie », *Action familiale et scolaire*, supplément au n° 29 (1985).



« L'obscurcissement du monde vient de l'atrophie puis de la cécité spirituelle des hommes » (Christophe Levalois).

rapidement, de structures de subversion : loges maçonniques réformées, cafés et salons philosophiques. Ces structures vont formaliser ces nouvelles idées issue du mauvais développement des anciennes. Une fois formalisées, ces idées vont être accueillies favorablement par le peuple puisqu'au départ elles venaient de lui. Voilà pourquoi depuis bien longtemps, le peuple est si sensible à la propagande venue de ces structures de dissolution : hier grâce aux journaux, aujourd'hui grâce à la télévision. Il y est sensible parce qu'en vérité, ces officines émanent de lui, tout comme les idées qui y sont formalisées... Et voilà pourquoi les arguments contraires, si forts soient-ils,

n'ont quasiment aucune prise sur les masses.

Cette responsabilité collective du peuple a bien été soulignée par Christophe Levalois dans son ouvrage : *Les temps de confusion*. Parlant de la société antitraditionnelle, il écrit :

Un homme la représentera peut-être, mais il ne sera que l'émanation de ladite société, son incarnation idéale. La responsabilité sera collective. En effet, ce principe [du Mal] ne se développe pas hors les hommes, ceux-ci ne le subissent pas bon gré ou mal gré, quasiment en spectateurs impuissants. Ce conflit, dont l'origine remonte au commencement des temps, a lieu d'abord et surtout en l'homme. Son aspect visible n'est que la conséquence d'une détermination intérieure. L'obscurcissement du monde vient de l'atrophie puis de la cécité spirituelle des hommes*.

On comprendra pourquoi je refuse toutes les thèses dites du « complot ». Cela ne signifie pas que je ne crois pas en l'existence de « complots » locaux dans l'espace ou dans le temps. Lors de mes recherches historiques, j'en ai rencontré des « complots », c'est-à-dire des actions occultes dont le résultat sera visible extérieurement — car c'est ça, un complot. Mais je ne crois pas en l'existence d'un complot unique, millénaire, tel que le présentent les « Protocoles des Sages de Sion » — un faux évident lorsqu'on le lit intégralement avec minimum d'esprit critique — et, surtout je crois que si un complot aboutit à une emprise générale sur les masses, c'est parce que, dès le départ, les masses étaient consentantes.

D'où le fait que mon combat n'a jamais été dirigé contre la franc-maçonnerie, le B'nai Bri'th, les *Skull and Bones*, etc. Ces structures ne sont que les productions d'un peuple déjà malade. Le péril juif existe-t-il ? Potentiellement, oui, car dans la vie,

* Voy. Christophe Levalois, *Les temps de confusion. Essai sur la fin du monde moderne* (éd. Guy Trédaniel, 1991), p. 61.

tout peut devenir péril. Mais quand un péril devient actuel, c'est qu'il existe une faille. Et c'est la faille — dont nous sommes responsables — qu'il faut traiter. Tel est mon combat...

Voilà pourquoi je ne vais pas combattre l'immigré vindicatif : il n'est que le produit d'une société irresponsable et laxiste, une société plébiscitée par une majorité du corps électoral à chaque grande élection. La faille, elle est là.

Je ne vais pas non plus m'opposer à la construction d'une mosquée : l'Islam ne fait que combler un vide spirituel laissé par le peuple français qui, dans sa majorité, s'est détourné de la religion de ses ancêtres. La faille, elle est là.

Je ne vais pas enfin troubler un « mariage gay » sachant que, je l'ai dé-

montré ailleurs, ce genre d'union est une conséquence logique des droits de l'homme si chers au peuple français. La faille, elle est là.

Lanza del Vasto a écrit :

changer de régime et améliorer les lois sans changer les hommes et les rendre meilleurs, c'est comme balayer la chambre sans ouvrir la fenêtre : la poussière soulevée (celle du moins qu'on n'aura pas avalée) retombera d'où elle vient*.

Cet enseignement, je l'ai véritablement bien compris le soir du 5 mai 2002, lorsque Jacques Chirac a écrasé Jean-Marie Le Pen. Ce soir-là, j'ai compris que, malgré ses revendications perpétuelles, le peuple français, rongé par le subjectivisme et l'hédonisme, refusait catégoriquement toute société centrée sur le Bien commun.

5 mai 2002 : 80 % du corps électoral déclare qu'il préfère un escroc à un « facho »



* Voy. Lanza del Vasto, *Les quatre fléaux* (éd. Denoël, 1959), p. 11.

Tant que les supermarchés regorgeront, que les pompes à essence seront pleines et que le confort minimum sera accessible à l'immense majorité, rien ne changera. La droite nationale essuiera toujours le même refus. Seule une crise majeure pourra faire évoluer la situation. Lorsque les Français auront faim et froid, alors ils seront contraints de réviser leurs certitudes hédonistes.

Dès lors, que faire concrètement ? Pour l'heure il s'agit de former la partie de la population qui peut encore voir clair. Tout d'abord, dénoncer les mensonges déversés sur les vaincus de 1945 car, c'est un fait, l'être humain juge toujours le présent à l'aune des leçons du passé — c'est ce que j'appelle l'« analogie-déduction », un sujet que j'ai développé dans ma *Lettre à Marine Le Pen*. Lorsque les gardiens de la Mémoire d'Oradour écrivent :

L'histoire est aussi l'expression d'un pouvoir. Etre maître du récit peut impliquer une domination politique suscitant un remodelage de la mémoire plus ou moins totalitaire, plus ou moins orienté [ill. 15],

...ils montrent qu'ils ont parfaitement compris les enjeux politiques de l'Histoire. Il faut donc dessiller les yeux de tous ceux qui y sont prêts afin de préparer une reprise en main de la maîtrise du récit. Ensuite, il faut s'attacher à bâtir une doctrine cohérente qui englobe non seulement le social, mais aussi le politique et le re-

ligieux. Cette doctrine doit être radicale et ne jamais se soucier du « politiquement correct » ; mais elle doit avant tout être positive...

Il va de soi que la structure (même informelle) au sein de laquelle se bâtira cette doctrine ne doit envisager aucune action sur le terrain, et notamment aucune action provocatrice ou violente qui n'aurait aucune chance de réveiller le peuple français mais qui pourra, en revanche, servir de prétexte à une répression immédiate ou différée. Je pense notamment aux occupations de chantiers de mosquées avec des slogans lapidaires (ill. 16) ou avec une référence implicite à la lutte armée (la bataille de Poitiers en 732) (ill. 17). Personnellement, je crois que de telles actions sont non seulement inutiles, mais aussi contreproductives. Notre maître-mot doit être au contraire : non-violence et courtoisie. Car encore une fois, il ne s'agit pas de mener une action *contre* (contre les immigrés, la judéo-maçonnerie, le gauchisme le féminisme, le lobby gay qui ne sont que des symptômes), mais *pour* : pour la vérité en Histoire et pour une doctrine cohérente en politique. Il s'agit de regrouper ceux qui veulent faire un travail constructif. Or, ce travail doit commencer sur nous-mêmes : les premières personnes à rendre meilleures, c'est nous. C'est seulement à cette condition que l'on pourra prétendre, ensuite, gagner les autres à une cause noble. Je note d'ailleurs que dans l'Islam, le djihad doit d'a-

Illustration 15 : les gardiens de la « Mémoire » connaissent les enjeux politiques actuels de l'Histoire (source : H. Demay, P Louty et A. Valade, *Oradour, soixante ans après. La mémoire face à l'outrage* [éd. De la Veytizou, 2004], p. 172)

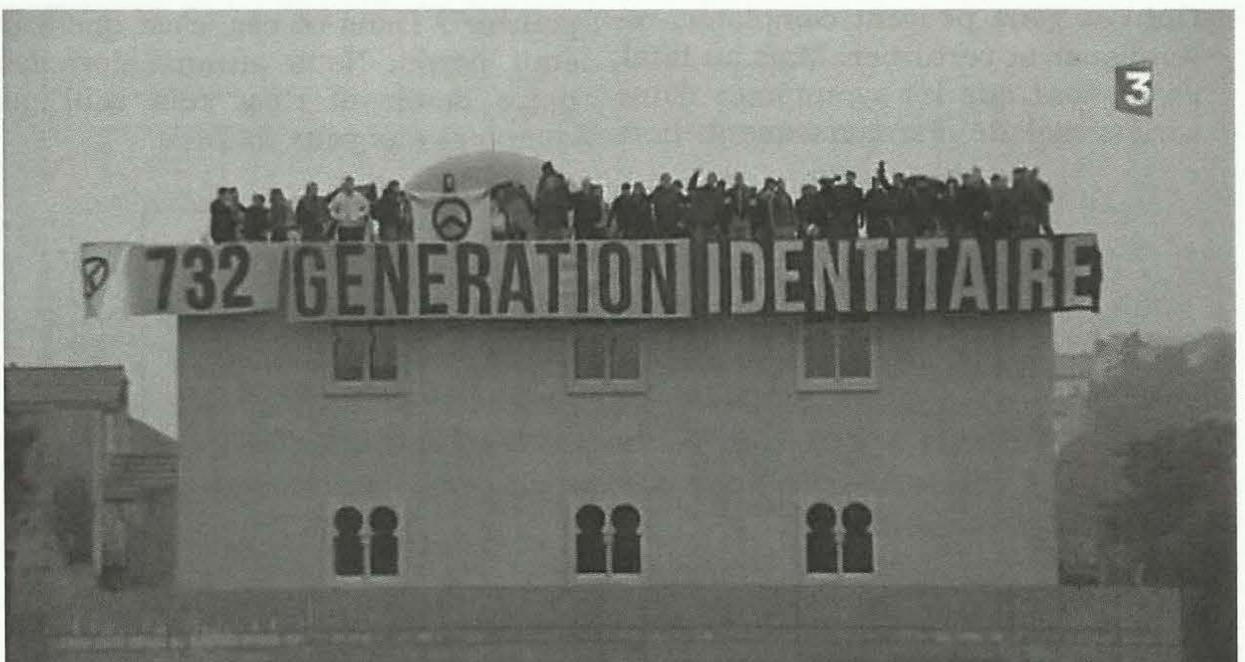
L'histoire est aussi l'expression d'un pouvoir. Etre maître du récit peut impliquer une domination politique suscitant un remodelage de la mémoire plus ou moins totalitaire, plus ou moins orienté.

En effet, samedi, répondant à l'invitation de Thomas Joly, Secrétaire Général du Parti de la France, ils ont pris part dans la matinée à une conférence de presse dans la ville de Beauvais sur le site de construction de la future mosquée de la ville.



Illustration 16 : une manifestation devant le terrain destiné à accueillir la future mosquée de Beauvais

Illustration 17 : l'occupation d'un chantier d'une mosquée par un groupe d'identitaires. La banderole fait implicitement référence à une lutte armée contre une invasion

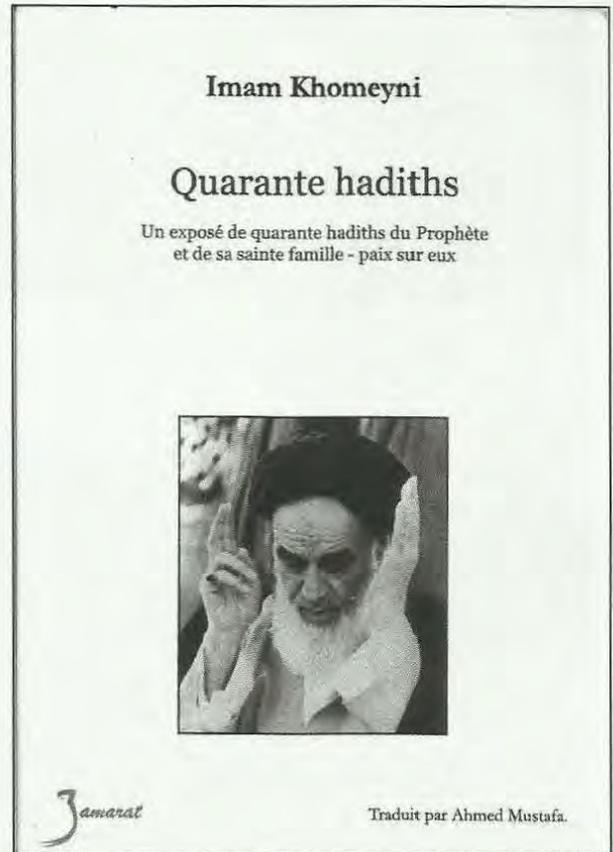


bord se mener contre soi. Dans son livre *Quarante hadiths*, l'Imam Khomeyni écrit (p. 18) :

Ainsi, le djihad ou le combat contre soi est le djihad ayant la plus grande importance. Ce djihad est supérieur à la mort dans la voie de Dieu, car cette condition implique de maîtriser ses propres forces et facultés et de les placer sous la subordination au commandement de Dieu, et de purifier le domaine de son corps des éléments sataniques et de leurs forces.

Et lorsque la crise viendra, donc lorsque tout s'effondrera et que, dans sa majorité, le peuple dégoûté réclamera un changement radical de régime, alors le moment sera venu d'agir sur le terrain. Car comme je l'ai expliqué dans ma dernière vidéo, à partir de cet instant, nous aurons moralement le droit de renverser le pouvoir. Les lois de la République seront suspendues : fi de l'article L-122-1 ! Nous pourrions alors lancer : « Oui, nous voulons renverser cette république qui nous a conduits à l'abîme et nous allons tout mettre en œuvre pour cela ! »

Le tout est de savoir être patient... et ne pas se tromper de cible. Je le répète, la cible n'est ni l'immigré, ni le juif, ni le maçon, ni le gauchiste, ni le féministe, ni l'homo revendicateur... Oui ces gens peuvent comploter, revendiquer et perturber. Mais au final, ils ne sont que les symptômes d'une société malade. Par conséquent, hors



cas de légitime défense actuelle, laissons-les. La cible réelle, c'est nous d'abord et le peuple français ensuite. C'est ce peuple que devons reconquérir, en remettant les idées à l'endroit. La suite viendra à la faveur d'une crise générale.

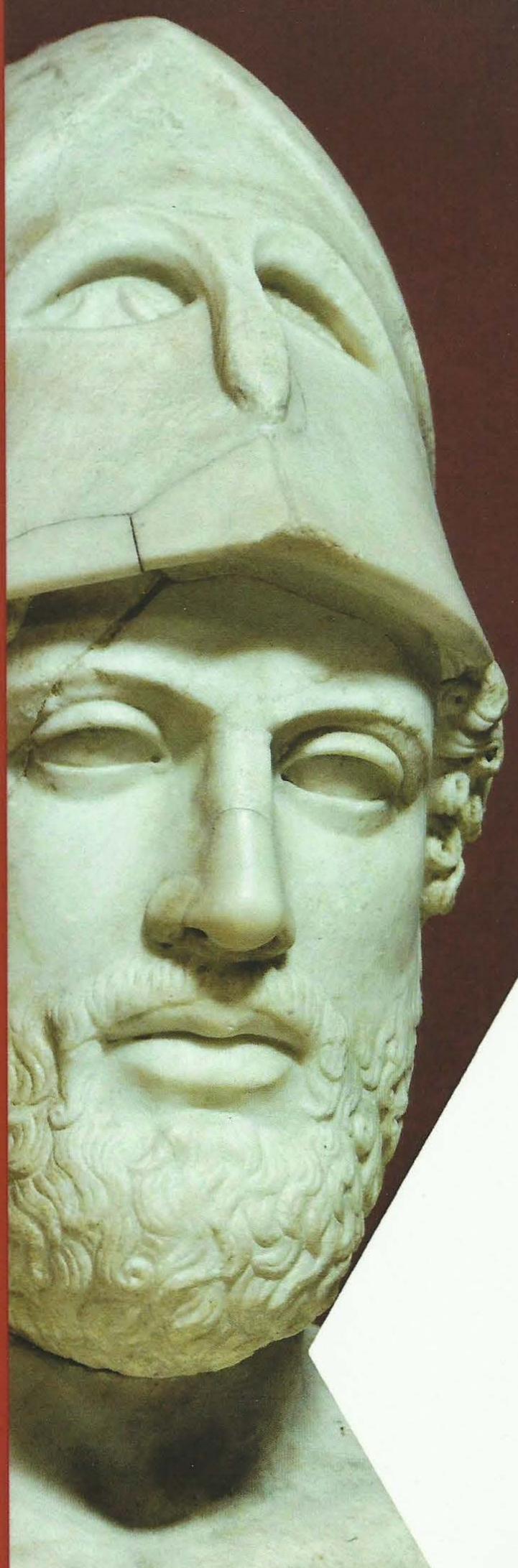
Et s'il n'y a pas de crise ? Ou alors si, au moment de la crise, nous nous révélons impuissants à prendre le pouvoir ? Dans ce cas, c'est que tout était perdu. Nous aurons alors fait notre devoir et c'est cela seul qui comptera aux yeux de Dieu.

Imam Khomeyni, *Quarante hadiths* (2009), p. 18

Ainsi, le djihad ou le combat contre soi est le djihad ayant une plus grande importance. Ce djihad est supérieur à la mort dans la voie de Dieu, car cette condition implique de maîtriser ses propres forces et facultés et de les placer sous la subordination au commandement de Dieu, et de purifier le domaine de son corps des éléments sataniques et de leurs forces.

La méditation, première étape

La toute première condition pour la lutte d'une personne contre



B98

3.50€